L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 JUILLET 1888. 61me Année

Dufour & Donnet.
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI, 14 JUILLET 1888.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

VENTES DE CE JOUR.

Bourse des Encanteurs

PAR MAYON, PAUL & ROBINSON — Grande tas sou double, en bois rond, Carondelet et Calliope.

PAR B. ONORATO — Propriété cottage désirable dans le Quatrième District.

PAR C. F. GIRARDEY & CO — Propriété commerciale faisant face aux rues Delta et Front, entre Canal et Cranier.

PARTI ESHERIF. Lot de terre avec batisses et améliorations dans la Première, Troisième et Sixième District.

Le 14 Juillet.

Voici venir de nouveau le 14 Juillet, avec les souvenirs toujours vivaces, toujours chers aux cœurs généreux, de ses revendications en faveur des droits, des franchises de l'humanité et des tressaillements qu'a fait éprouver au monde entier la nouvelle de la chûte de la Bastille. On a tout dit sur cette date, sur l'événement qu'elle rappelle, et on a été, comme le sait, le premier anneau d'une chaîne de transformations politiques et sociales qui ont changé la face du monde et à l'action desquelles rien de ce qui est humain n'a pu échapper. C'est ce qui donne au 14 juillet un caractère d'universalité que l'on ne retrouve pas dans les autres solennités du même genre. Les peuples, surtout ceux qui jouissent d'institutions libres, lui font bon et cordial accueil, parce que tous en ont plus ou moins bénéficié. Quelques-uns même, comme les Etats Unis, y prennent une part presque directe, parce qu'ils appliquent des principes et des devoirs que jamais. Aux approches du fatidique rendez-vous sur la banniere duquel resplendit en lettres de feu cette devise, si douce pour les uns, si terrible pour les autres, " Liberté, égalité, fraternité, " les royautés, les empires, restés à l'état de reliques du passé se sont émus, se sont mis à conspirer contre cette fête qui n'est plus la fête des rois, mais celle des peuples, et ils se sont dit :

Nous ne pouvons prendre part à ce centenaire qui est la négation de notre pouvoir, de notre autorité; unissons-nous contre lui, et puisqu'il nous est impossible de l'étouffer, laissons le désert et le silence autour de lui. C'est ce qu'ils ont tenté, en effet, et transformé en une sorte de mauvais tribunal d'inquisition politique, ils ont mis le centenaire à l'index.

C'est dans cette singulière situation qu'il ouvre, cette fois, le 14 juillet. Le monde est averti : il sait à quoi s'en tenir sur ce que pensent les rois de ce 89 des peuples et de la liberté. C'est à lui de choisir de rester dans le camp libéral où il s'est installé depuis un siècle ou de rentrer sous le giron des monarchies, foyer des inégalités et des privilèges.

Soit. Nous croyons que le monde n'hésitera pas; sa décision est prise. Il a toujours été, il sera toujours pour la liberté contre le despotisme, pour l'avenir contre le passé. Il ne se démentira pas en cette circonstance solennelle, et, en attendant le centenaire, il donnera plus d'éclat au 14 juillet de cette année qui n'est que le prologue du grand drame pacifique et fécond de l'an prochain.

C'est à la Nouvelle Orléans, pays aux origines françaises, à la langue, aux mœurs, aux habitudes françaises, qu'il s'est depuis huit ans célébré avec le plus d'éclat dans le Nouveau Monde. Il sera, cette fois-ci, digne de ses devanciers, s'il ne les surpasse pas en splendeur et entrain.

Toute la ville se rendra à cette célébration, qui est, tout à la fois, une fête de la liberté et une fête de la charité; elle y portera son obole pour le pauvre et son enthousiasme pour la nation émancipatrice.

Par son pouvoir curatif hautement concentré, la Salsepareille d'Ayer est le remède pour le sang, le meilleur et le plus économique.

Loterie de l'Etat de la Louisiane.— Nous avons publié en entier mercredi la liste des numéros gagnants du dernier tirage mensuel de la Loterie de l'Etat de la Louisiane. Aujourd'hui nous publions deux avis où les personnes qui les auront déclaré avoir touché de la Compagnie de la Loterie les sommes qu'elles lui réclamaient avant en leur possession des fractions des billets 53,469 — 8,950. M. L. I. Dolze est le signataire d'un de ces avis. M. Edouard Joubert le signataire de l'autre. Le premier de ces messieurs a collecté l'argent pour le compte d'un dépositaire de la banque du Peuple. — La compagnie, fidèle à ses coutumes, vient de rembourser à faire droit à toutes réclamations. M. Joubert est domicilié North Claiborne street, 531. Il avait acheté la fraction de son billet vingt cinq sous.

M. Ben Onorato.—Les ventes d'immeubles aux enchères publiques attirent, on le sait, une affluence considérable, le samedi à la Bourse des Encanteurs, avenue St Charles, 72. Les capitalistes s'y rendent régulièrement, mais regrettent fort que les criées se fassent toutes à la même heure, ce qui, nécessairement, les empêche de les toutes entendre. Pour obvier à cet inconvénient et dans l'intérêt de ses clients et des enchérisseurs, M. Ben Onorato, à partir du 14 juillet prochain, fera ses criées à onze heures et demie. Cette judicieuse mesure du populaire encanteur recevra, nous en avons l'assurance, l'approbation des nombreux et fidèles habitués de la Bourse.

L'Agne Cure d'Ayer est un spécifique infaillible pour les maladies miasmatiques et bilieuses.

Italie.

Le 27 juin, à la Chambre des députés, le ministre des finances, répondant à MM. Pierbano et Toscanelli, a déclaré que le gouvernement avait fait tous ses efforts pour mettre fin aux dommages résultant de la rupture du traité de commerce avec la France, mais que ces dommages n'étaient pas aussi considérables qu'on l'a affirmé.

La Chambre a continué ensuite la discussion des mesures financières projetées par le gouvernement.

Après les discours de plusieurs orateurs, M. Crispi a pris la parole. Il a déclaré qu'on ne peut séparer la question financière de la politique générale :

"Les mesures qui ont été proposées, dit le président du conseil, sont la conséquence de la politique du cabinet, et les dépenses publiques sont la suite des armements qui ont mis l'Italie à même d'exercer les prérogatives d'une grande puissance, armements qui demandent des sacrifices que nous sollicitons du pays et que celui-ci supportera avec enthousiasme et patriotisme, comme toujours."

Parlant ensuite de la rupture des relations commerciales avec la France, M. Crispi s'est plaint de ce que cette question soit trop souvent soulevée dans la Chambre :

"Chaque mot prononcé ici, a dit l'orateur, peut créer un nouvel obstacle à la conclusion équitable d'une convention.

"Comme l'ont dit les ministres de l'agriculture et des finances, si le traité n'est pas été dénoncé par l'Italie, il faut attribuer cet état de choses à la France, qui a préféré une guerre de tarifs à une convention qui lui était onéreuse.

"Il faut donc en finir avec les récriminations, et laisser libre l'action du gouvernement, qui est responsable de la dignité, de la sécurité et du bien-être de la patrie."

Le ministre a fait allusion aux idées protectionnistes qui règnent en France : mais il exprime l'espoir que le temps fera connaître le dommage qu'elles occasionnent aux consommateurs.

M. Crispi a ensuite soutenu qu'on a exagéré l'importance des conséquences que l'on a voulu attribuer au manque d'un traité de commerce avec la France. Il a conclu en disant :

"Nous croyons que notre politique est utile au pays; nous ne pouvons pas la changer : si la Chambre ne l'approuve pas, qu'elle nous désigne des successeurs."

Après le discours de M. Crispi, la Chambre a clos par assis et levé et a adopté, à une très grande majorité, l'ordre du jour suivant présenté par M. Marzin :

"La Chambre, après avoir entendu les déclarations du gouvernement, passe à la discussion des articles."

Le *Popolo romano* dit que M. Cecchi, consul d'Italie à Aden, partira à bord de l'*Odenwald* pour une mission extraordinaire à Zanzibar, mission qu'il aurait reçu les instructions qu'il en doit être expédiées hier.

Alsace-Lorraine.

On écrit de Metz, à la *Gazette de Francfort* :

"On ne saurait trop attirer l'attention sur le dommage que l'obligation du passeport est en Alsace-Lorraine. Les pertes matérielles sont également grandes pour les immigrés et les indigènes.

"Ceux qui ont conseillé cette mesure ont été mal inspirés. On affirme, du reste, de bonne source que le ministère de Strasbourg est non seulement étranger à cette mesure, mais qu'il la trouve aussi regrettable; on ajoute que le prince de Bismarck n'en a pas été le promoteur direct, et qu'il a simplement laissé les coudées franches à quelques fonctionnaires du ministère des affaires étrangères qui n'ont pas encore grand'chose à faire depuis le passage de service. S'il en est ainsi, l'obligation du passeport devrait être abrogée; sinon il faut au moins modifier les mesures d'exécution.

"Les maires peuvent certifier à leurs administrés qu'ils sont originaires de la commune; mais si l'un de ces maires oublie de mentionner en même temps la nationalité allemande du retour du conscrit, celui-ci se voit empêché de passer jusqu'à ce que sa nationalité soit établie par des informations prises par la voie télégraphique; chaque jour des gens qui s'absentent fût à leur certificat sont arrêtés à la frontière."

Le sieur Nicolas Hesse, berger à Pontpierre, a été expulsé avec sa famille.

Le tribunal des échevins de Mulhouse, dans son audience du 27 juin, a condamné à six semaines de prison un Autrichien nommé Léonhard qui avait crié en pleine rue : "Vive la France !" et accompagnait ce cri d'expressions injurieuses à l'adresse de l'Allemagne. Léonhard avait, de plus, opposé de la résistance à l'agent de police qui avait procédé à son arrestation.

Le *Journal d'Alsace* dit que M. Petri, député de Strasbourg, a utilisé sa présence à Berlin, lors de l'ouverture du Reichstag, pour exposer, tant à ses collègues du Reichstag qu'en haut lieu, la situation extrêmement fâcheuse qui est faite à l'Alsace-Lorraine par les mesures relatives au passeport. M. Petri a fait ressortir non seulement le dommage matériel considérable qui est la conséquence de ces mesures, mais encore l'influence fâcheuse qu'elles exercent sur l'état des esprits et, par suite, sur la situation politique en Alsace-Lorraine. M. Petri a ajouté que ces mesures étaient d'autant plus regrettables qu'elles ont été prises à un moment où — ainsi que les dernières élections au Reichstag, au conseil général de la Basse-Alsace et à la délégation d'Alsace-Lorraine l'ont prouvé — on était entré dans une période d'apaisement.

Le journal strasbourgeois ajoute que dans la fraction national-libérale les députés sont d'accord pour déplorer les mesures actuellement appliquées à l'Alsace-Lorraine, et pour désirer que ces mesures soient abrogées.

Une jeune fille de dix-huit ans, la demoiselle Lary, couturière à Thionville, a été arrêtée mercredi pour avoir commis le crime de lèse-majesté.

Dans son audience du 28 juin, la chambre correctionnelle du tribunal civil de Metz a condamné à six semaines d'emprisonnement et 20 marcs d'amende le nommé André Houby, âgé de quarante-neuf ans, plâtrier à Laquenexy, qui avait crié, dans une auberge de Pange, en présence de plusieurs consommateurs, pour la plupart ouvriers allemands : "Vive la France ! A bas la Prusse !"

M. Charles Bergmann, membre du conseil municipal de Strasbourg, a été nommé adjoint au maire de cette ville.

Des orages épouvantables, accompagnés de grêle et de véritables trombes d'eau, viennent de ravager plusieurs parties du département de la Lorraine, notamment les coteaux de la Moselle, à l'ouest de Metz, et la vallée de la Nied. Dans certains villages, l'eau a atteint une hauteur de plusieurs mètres, et, partout où la tempête a révi, les champs, les prairies et les jardins ont cruellement souffert.

Les Allemands ont fait, dernièrement, à Novésant, des expériences explosives sur un haut-fourneau et sur un monte-charge mis en communication avec une batterie électrique et destinés l'un et l'autre à sauter. Ces résultats ont été très concluants.

Le haut-fourneau cerclé de fer, ébranlé par la base, s'est incliné et s'est écroulé lourdement. Le monte-charge, de 20 mètres de hauteur, a été soulevé tout d'une pièce, et est retombé sur les décombres du fourneau. Les explosions ont été produites au moyen des mèches Bickford.

Un grand nombre d'officiers et d'autres personnes assistaient à ces expériences.

Allemagne.

Il se confirme, d'après l'agence Havas, que l'empereur Guillaume a reçu plusieurs lettres anonymes le menaçant d'un attentat. Ces lettres portent le cachet de la poste centrale, et le papier provient d'une fabrique berlinoise.

Le chancelier a également reçu des menaces. La police d'Etat s'est mise aussitôt en campagne. Les soupçons se portent sur les membres du parti socialiste, et de nombreuses perquisitions sont effectuées, surtout dans les quartiers nord et sud de Berlin. L'empereur a été assez vivement impressionné par ces menaces et il a conféré avec le chancelier à ce sujet. Le directeur de la police secrète a été appelé par Sa Majesté, à qui il a fait connaître que l'agitation était assez grande dans le parti socialiste depuis la mort de l'empereur Guillaume.

La disparition de l'empereur Frédéric aurait excité les espérances d'un certain nombre d'exaltés du parti, dont on aurait à craindre quelques tentatives violentes : deux agents ont été envoyés à Londres, où se tient un comité socialiste en relations avec Berlin. Par suite de ces incidents, on a pris certaines mesures de précaution à l'entrée de l'empereur à Berlin.

Contrairement aux habitudes, une escorte de cuirassiers accompagna la voiture de Sa Majesté. Ce fait a été très remarqué par la population. Le colonel de la gendarmerie se tenait à droite de la voiture de l'empereur. Les cuirassiers d'escorte avaient reçu 30 cartouches chargées. Deux individus qui s'étaient approchés de la voiture impériale à Charlottenburg, ont été arrêtés.

Le *Journal du Havre*, du 28 juin, annonce qu'on a découvert un complot pour lequel était impliqué le fameux agent de police Napora et qui avait pour but de préparer un faux attentat contre l'empereur Guillaume II et la véritable attente qui en complétait le ministre démissionnaire. M. de Puttkamer, qui, par ce moyen, aurait voulu rentrer en grâce.

Par suite d'un hasard singulier, le comité de vigilance des socialistes a déménagé ces mêmes jours, et on ne parvient à découvrir certains anarchistes, faciles à entraîner, qui étaient sur le point de donner dans le piège. La méfiance a été éveillée par une note du journal du parquet, *Staats Anzeiger*, le *Deutschland*, qui cherchait à préparer l'opinion publique en vue d'un attentat imminent.

Les détails de cette affaire sont tenus secrets, même par les socialistes qui ont demandé que le complot, car ils craignent que la publicité donnée ne leur attire les persécutions les plus cruelles.

Il est possible, toutefois, qu'un moment opportun, l'une des feuilles socialistes, paraissant à l'étranger, publie un compte rendu détaillé du taux complot organisé par M. de Puttkamer.

La *Gazette de Francfort* reproduit la note du *Temps* indiquant que la prescription française relative au certificat d'origine qui doit accompagner les vins importés d'Allemagne ou de France n'est pas une mesure de représailles, prouve que par la prescription relative aux passeports exigés des voyageurs qui se rendent de France en Alsace-Lorraine. La *Gazette de Francfort* ajoute :

"Le fait que les Français ne se sont pas laissé entraîner à des représailles sur le domaine économique leur fait grand honneur. C'est là la conduite digne que les gens bien élevés observent chacune fois qu'ils se trouvent en présence de représentants ou de sentiments qu'ils considèrent comme étant toujours en promesse des accès de colère subits. Il s'abstient, bien que l'Allemagne lui ait fourni de si nombreux motifs d'user de représailles."

Il y a quelques jours, la *Gazette de la Croix* mentionnait, dans un article que nous avons signalé, une conversation qu'auraient eu deux prêtres allemands et un prêtre français sur les héritées du cardinal de Bonnechose. La *Gazette de la Croix* disait que le prêtre français s'était exprimé dans les termes les plus favorables à ce dernier, et elle insinuait que ce défenseur de la politique du chancelier n'aurait été autre que le Père Didon, qui, en effet, séjournait en Allemagne il y a deux ans. Le *Temps* a repris à ce sujet, la lettre suivante du Père Didon :

Flavigny-sur-Ozerain, 27 juin 1888.

Monsieur le directeur,

Le numéro du *Temps* du 27 juin signale un article de la *Gazette de la Croix* relatant une conversation entre deux prêtres allemands et un prêtre français, sur le compte du cardinal de Bonnechose, qui ne saurait être le prêtre français, c'est moi.

Je vous serais bien reconnaissant d'opposer à cette insinuation, qui m'offense, le démenti le plus catégorique.

Recevez, monsieur le directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

F. H. DIDON.

L'agence Havas dit qu'on signale, dans les cercles politiques de Berlin, l'existence de pourparlers entre Rome et Berlin, au sujet de Mgr Galimberti, nonce à Vienne, dont le prince de Bismarck désire vivement la nomination comme secrétaire d'Etat. On ne serait pas éloigné, à Berlin, d'accepter, dans ce cas, la création, dans cette ville, d'une nonciature de 1re classe.

Saint-Siège.

L'*Observateur français* publie la nouvelle suivante :

D'après les renseignements que nous recevons de Rome, la congrégation du saint-office, chargée de garder le dépôt de la foi et de la morale, vient de prendre une décision de la plus haute importance, tant au point de vue des questions sociales qu'au point de vue du développement du catholicisme aux Etats-Unis.

Léon XIII avait promis aux évêques américains qu'aucune condamnation ne serait prononcée contre l'ordre des Chevaliers du travail, mais aucune décision n'avait été rendue par le saint-office.

Or, ces jours derniers, la congrégation vient de rendre un décret portant que le *tolerari possumus* sera applicable à cette vaste association qui compte ses membres par centaines de mille.

Grâce à l'attitude des évêques, à l'initiative du cardinal Gibbons et à la sagesse de Rome, les catholiques ont, dans ces derniers temps, pris une influence considérable sur la direction des travaux de l'ordre des Chevaliers du travail. Peu à peu, cette société se dégage de toute solidarité avec le mouvement socialiste pur, et limite ses revendications à une meilleure réglementation des rapports du capital et du travail.

Le Pape a reçu, le 28 juin, le prince de Lichnowsky, envoyé extraordinaire de l'empereur d'Allemagne.

Le prince a annoncé à Léon XIII l'événement de l'empereur Guillaume et a prononcé un discours de circonstance. Il a dit que son maître, l'empereur, était heureux d'assurer et de développer la paix religieuse en Prusse et les bonnes relations avec le Saint-Siège.

Le Pape a répondu par des compliments à l'adresse de l'empereur et a ajouté qu'il avait, lui aussi, l'espoir de voir la situation religieuse continuer à s'améliorer.

Dépêche particulière du *Journal des Débats* :

Rome, le 29 juin.

Les journaux commentent en termes fort mesurés l'Encyclique *Libertas* et concluent du ton tempéré de cette pièce que Léon XIII ne songe pas à quitter Rome. La conclusion est un peu forcée; Léon XIII ne désire nullement s'en aller, et M. Crispi, quoi qu'on en pense, désire encore moins qu'il parte. Le Pape n'en fait pas moins les préparatifs à tout événement; ces préparatifs consistent surtout dans le classement des papiers qu'on devrait emporter, le cas échéant.

On a beaucoup remarqué dans le discours prononcé avant-hier par M. Crispi l'insistance qu'il met à déclarer qu'on ne peut pas réduire les préparatifs militaires, qui peuvent être nécessaires d'un moment à l'autre. On commente aussi beaucoup la façon brusque dont il a posé la question de Cabinet, en disant à deux reprises qu'il remplissait un devoir pénible en restant ministre. La discussion a prouvé aussi que l'hostilité contre M. Magliani persiste dans une bonne partie de la Chambre; mais on n'ose pas affronter M. Crispi dont l'attitude résolue fait toujours reculer l'Assemblée.

Belgique.

Le baron Oxy de Wicher a donné, dans son château de Hoogboom, une grande fête en l'honneur du ministère. Celui-ci était représenté par MM. Beernaert, président du conseil, le prince de Chimay et Devolder.

Au banquet qui s'en lien le soir, M. Beernaert a répondu au toast porté au cabinet belge par une improvisation dont voici le principal passage :

"Nos adversaires avaient annoncé notre chute, notre écrasement, et ils nous avaient dit que leur revanche aurait été terrible. Nous sommes aujourd'hui au lendemain d'une double lutte électorale, et notre majorité, dont on avait prophétisé la disparition, en est sortie fortifiée et grandie! Et nous, qui avons le droit de triompher, nous ne tenons pas à nos adversaires le langage qu'ils nous tenaient : nous n'avons aucun ressentiment contre eux; notre œuvre n'est pas une œuvre de vengeance; c'est une œuvre de réparation.

"Nous sommes le parti national et notre drapeau abrite tous les Belges! Nous voulons la liberté pour tout le monde, et, quand on revendique la liberté pour soi-même, il faut commencer par respecter la liberté d'autrui.

"Nous voulons les réparations nécessaires, mais nous savons reporter nos regards au delà de l'horizon qui enserre les luttes de parti! Il est, messieurs, des questions sociales dont la solution doit inspirer notre politique, tout homme de cœur qui aime la patrie! N'oublions pas les intérêts du plus grand nombre, ayons à cœur de les servir."

Un bâtiment en construction en face du cimetière de Molenbeek Saint Jean s'est écroulé sur une petite maison voisine, renversant sous les décombres les sept personnes qui l'habitaient. Quatre ont été retirées vivantes, mais trois personnes, un homme, une femme et un enfant de cinq ans, ont été écrasés.

La poudrerie royale de Wetteren fabrique, en ce moment, une nouvelle poudre qui donne, paraît-il, des résultats vraiment merveilleux de la vitesse. Elle s'appelle "poudre-paquet" et sa valeur balistique est, dit-on, de beaucoup supérieure à celle de la poudre d'infanterie ordinaire, même modifiée. Une charge de deux grammes et demi de cette poudre pèse moins qu'une balle de fusil de petit calibre une vitesse initiale de 600 mètres, que l'on dit être celle de la poudre Lebel.

La poudre-paquet présente encore les grands avantages de ne pas encrasser l'arme, de ne produire que très peu de fumée et de ne pouvoir que presque pas de bruit.

Cette poudre est destinée, dit-on, à l'armement de l'infanterie belge.

Les grands dangers de Vosges. France.—Les dommages incalculables. Nous lisons dans le *Journal des Débats* du 28 juin :

Des dépêches de Nancy, en date du 27 juin, nous apportent les détails suivants sur les ravages causés dans la région des Vosges par les dernières orages.

Une trombe qui a produit des effets désastreux s'est abattue dans la vallée de la Meurthe, à Saint-Dié, à Raon-l'Etape, Senones, Provenchères, Fraize, Schirmeck, Saint-Blaise, Saint-Jean-d'Ormont, Etival, Cirey, Badonviller, Blamont, Cirey, Baccarat, Lunéville, Gerbéviller, Blainville, Einville, Bayon, Nancy, Toul, Pont-à-Mousson, Metz, Thionville, Briey, Longwy, Verdun, Commercy, Bar-le-Duc, Saint-Mihiel, Etain, Montmédy, Sedan, Mézières, Rethel, Vouziers, Rocroy, Charleville, Givet, Hirson, Vervins, Laon, Soissons, Château-Thierry, Meaux, Lagny, Melun, Fontainebleau, Corbeil, Etampes, Dourdan, Rambouillet, Versailles, Saint-Germain, Pontoise, Mantes, Meulan, Poissy, Saint-Denis, Paris, Saint-Cloud, Sèvres, Meudon, Chaville, Viroflay, Bellevue, Clamart, Issy, Vanves, Montrouge, Bagneux, Sceaux, Fontenay-aux-Roses, Bourg-la-Reine, Antony, Massy, Palaiseau, Orsay, Juvisy, Longjumeau, Montlhéry, Arpajon, Saint-Chéron, Dourdan, Etampes, Milly, Fontainebleau, Nemours, Montargis, Gien, Briare, Cosne, Clamecy, Auxerre, Joigny, Sens, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges, Choisy-le-Roi, Ivry, Charenton, Saint-Maur, Nogent-sur-Marne, Vincennes, Saint-Mandé, Bercy, Saint-Denis, Saint-Ouen, Clichy, Asnières, Courbevoie, Puteaux, Suresnes, Boulogne, Auteuil, Passy, Neuilly